



**Conseil d'administration  
du Programme  
des Nations Unies  
pour le développement  
et du Fonds des  
Nations Unies pour la  
population**

Distr.  
GÉNÉRALE

DP/1999/32

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Troisième session ordinaire de 1999  
13-17 septembre 1999, New York

PNUD : QUESTIONS FINANCIÈRES, BUDGÉTAIRES ET ADMINISTRATIVES

EXAMEN ANNUEL DE LA SITUATION FINANCIÈRE, 1998

Rapport de l'Administrateur

RÉSUMÉ

On trouvera dans le présent rapport un examen de la situation financière du Programme des Nations Unies pour le développement en 1998, ainsi qu'une analyse financière de toutes les activités administrées par le Programme. Le document DP/1999/32/Add.1 contient des statistiques financières détaillées.

Le Conseil d'administration souhaitera peut-être prendre note : a) de la diminution continue des contributions volontaires versées au titre des ressources ordinaires du PNUD; b) des risques encourus en matière de trésorerie si les donateurs ne versent pas leurs contributions dans les délais prescrits, comme ils y sont tenus; c) de l'accroissement continu des contributions des gouvernements au titre de la participation aux coûts; d) des rapports supplémentaires d'audit sur le rapport d'ensemble sur l'exécution pour 1997 reçus en 1998 et au cours du premier semestre de 1999; de la décision prise par l'Administrateur d'interpréter le plafond fixé dans les articles 8.12 et 2.2M ii) du Règlement financier comme ne s'appliquant qu'aux ressources ordinaires.

# TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
ABRÉVIATIONS . . . . .		3
I. INTRODUCTION . . . . .	1 - 4	5
II. RESSOURCES ORDINAIRES . . . . .	5 - 22	6
III. AUTRES RESSOURCES . . . . .	23 - 51	14
A. Participation aux coûts . . . . .	24 - 29	16
B. Contrats de services de gestion . . . . .	30 - 33	21
C. Fonds d'affectation spéciale . . . . .	34 - 40	23
D. Programme de formation d'administrateurs auxiliaires . . . . .	41 - 43	29
E. Réserve pour les bureaux et logements hors siège	44 - 51	29
IV. FONDS GÉRÉS PAR LE PNUD . . . . .	52 - 70	31
V. VUE D'ENSEMBLE DU PNUD . . . . .	71 - 77	35
VI. AUTRES QUESTIONS . . . . .	78 - 82	37
VII. DÉCISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION . . . . .	83	39

## Annexe

Vue d'ensemble du PNUD : État des recettes et des dépenses pour l'année achevée le 31 décembre . . . . .	40
---	----

#### ABRÉVIATIONS

BSAI	Bureau des services d'achats interorganisations
CCEG	Contribution de contrepartie en espèces du/des gouvernement(s)
CSG	Contrat de services de gestion
DAES	Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMS/PMA	Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
IADB	Banque interaméricaine de développement
IDA	Association internationale de développement
JPO	Administrateur auxiliaire temporaire
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OHADA	Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
OIT	Organisation internationale du Travail
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU DI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PAM	Programme alimentaire mondial
PAPP	Programme d'assistance au peuple palestinien
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RFA	Réserve pour les locaux hors siège

SICA	Agence espagnole de coopération internationale
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNFSTD	Fonds des Nations Unies pour la science et la technologie au service du développement
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNRPNRE	Fonds autorenewable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles
VNU	Volontaires des Nations Unies

## I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport donne une vue d'ensemble de la situation financière du PNUD à la fin de 1998 et établit des chiffres comparatifs pour l'année se terminant au 31 décembre 1997. Si elle a continué d'attirer d'autres ressources, l'organisation est vivement préoccupée par la diminution continue des contributions volontaires. Les dépenses ont continué d'excéder les recettes, conformément aux projections visant à utiliser les ressources le plus efficacement possible et à éviter les soldes inutilisés importants au titre des ressources ordinaires. Les liquidités au titre de ces ressources ont atteint un niveau inférieur au minimum recommandé dans le document DP/1999/5 et, si les recettes continuent de baisser, il est probable que l'organisation devra, au moins temporairement, puiser dans les fonds de sa réserve opérationnelle.

2. En ce qui concerne l'harmonisation des présentations budgétaires, il convient de noter ce qui suit :

a) Activités financées par les ressources ordinaires : Activités financées par des contributions volontaires et les intérêts créditeurs connexes et par les recettes accessoires. Cette catégorie comprend les activités de base et le Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés;

b) Activités financées par d'autres ressources : Activités financées par des fonds affectés à des programmes particuliers et qui ne proviennent pas des ressources ordinaires, telles qu'elles sont définies ci-dessus. Appartiennent à cette catégorie les recettes de participation aux coûts, les contributions de contrepartie en espèces versées par les gouvernements et les fonds d'affectation spéciale constitués par l'Administrateur. Pour des raisons de comptabilité, les CSG, les services d'appui remboursables et d'autres activités (administrateurs auxiliaires et RFA, entre autres) sont inclus dans cette catégorie des activités financées par d'autres ressources;

c) Fonds administrés par le PNUD : Fonds établis par l'Assemblée générale et administrés par le PNUD.

3. En outre, du fait de la nouvelle définition des dépenses, le budget d'appui biennal est divisé en trois éléments :

a) Appui aux programmes : Dépenses engagées par des unités administratives (bureaux extérieurs et siège) dont la fonction principale est de concevoir, de formuler, d'exécuter et d'évaluer les programmes de l'Organisation;

b) Gestion et administration : Dépenses engagées par des unités administratives dont la fonction principale est de maintenir l'identité, la liberté d'action et le bien-être de l'organisation;

c) Appui aux activités opérationnelles des Nations Unies : Cet élément comprend quatre composantes qui concernent pour l'essentiel des activités financées par les ressources ordinaires, à savoir l'appui aux bureaux extérieurs, le Groupe des Nations Unies pour le développement, les VNU et le BSAI.

4. Le rapport analyse tout d'abord la situation financière des ressources ordinaires, et ensuite des autres ressources et des fonds créés par l'Assemblée générale. Enfin, avant de passer à l'examen d'autres questions, il donne une vue d'ensemble des agrégats globaux au tableau 1 de l'annexe. Conformément à la pratique établie il y a deux ans, tous les tableaux du texte explicatif représentent des informations résumées de données détaillées figurant dans l'additif statistique au présent document (DP/1999/32/Add.1). Les prévisions financières pour 1999 et 2000 ne figurent pas dans le rapport, les prévisions détaillées, par type de ressources, étant présentées dans le document DP/1999/31.

## II. RESSOURCES ORDINAIRES

5. Les activités financées par les ressources ordinaires et couvertes par le tableau 1 et les figures connexes comprennent les activités de base et celles du FMS/PMA. Le présent chapitre examine en premier les recettes, puis les dépenses, et enfin le solde des ressources inutilisées. Par rapport à 1997, le montant total des recettes a diminué de 1,7 %, se chiffrant à 785 millions de dollars, et celui des dépenses de 11,5 %, s'élevant à 881 millions de dollars en 1998, ce qui a provoqué une baisse de 25,6 % du solde des ressources disponibles (voir figure 1).

Tableau 1

Recettes et dépenses pour les années qui ont pris fin  
les 31 décembre 1997 et 1998

(En millions de dollars des États-Unis)

	Ressources ordinaires		Évolution entre 1997 et 1998 (en pourcentage)
	1998	1997	
<u>Recettes</u>			
Contributions nettes	745,7	760,9	(2,0)
Intérêts et autres recettes	39,6	37,8	4,8
<b>Total des recettes</b>	<b>785,3</b>	<b>798,7</b>	<b>(1,7)</b>
<u>Dépenses</u>			
Programmes	587,6	654,3	(10,2)
Appui aux programmes : agents d'exécution	38,9	53,7	(27,6)
Budget d'appui pour la période biennale : net	234,2	240,8	(2,7)
Appui au coordonnateur résident	11,0	6,4	71,9
Appui sectoriel du PNUD	0,5	5,7	(91,2)
Autres dépenses et passations par pertes et profits	(9,3)	(35,0)	(73,4)
<b>Total des dépenses</b>	<b>881,5</b>	<b>995,9</b>	<b>(11,5)</b>
<b>Déficit des recettes par rapport aux dépenses</b>	<b>(96,2)</b>	<b>(197,2)</b>	<b>(51,2)</b>
Virements à/de la réserve opérationnelle	20,0	(30,0)	—
Économies, remboursements et autres virements	3,3	(0,6)	—
Ressources inutilisées au 1er janvier	285,0	512,8	(44,4)
Ressources inutilisées au 31 décembre	212,1	285,0	(25,6)
<b>Solde en mois de dépenses<sup>a</sup></b>	<b>5</b>	<b>6</b>	

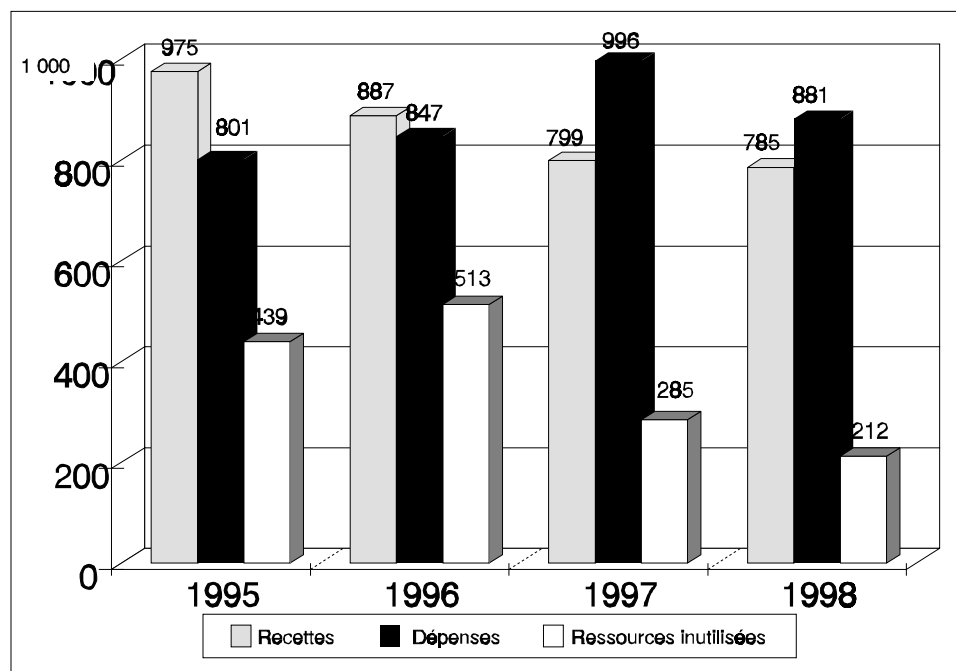
Source : Tableau 1 a) du document DP/1999/32/Add.1.

<sup>a</sup> Ce montant comprend la réserve opérationnelle de 180 millions de dollars en 1998 et 200 millions de dollars en 1997 et est calculé sur la moyenne mensuelle des dépenses (73 millions de dollars en 1998 et 83 millions de dollars en 1997).

Figure 1

Activités au titre des ressources ordinaires, 1995-1998

(En millions de dollars des États-Unis)



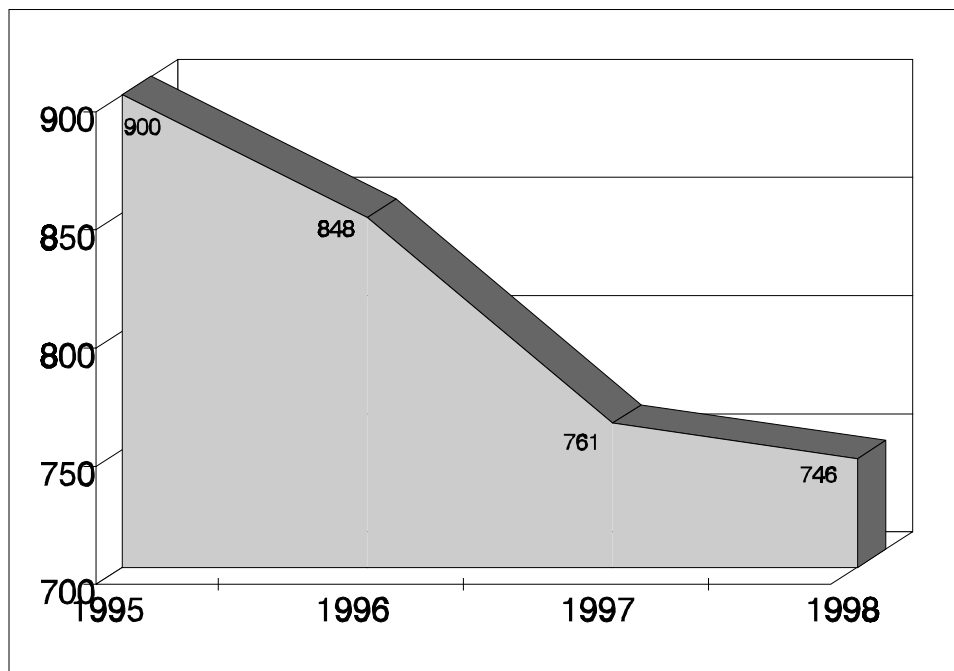
#### A. Recettes

6. Comme l'indique le tableau 1 et l'illustre la figure 2, les contributions volontaires versées au titre des ressources ordinaires (y compris le FMS/PMA) ont diminué de 2 % (15 millions de dollars), tombant à 746 millions de dollars en 1998. Les contributions des 10 principaux pays donateurs (Allemagne, Canada, Danemark, États-Unis d'Amérique, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse) ont été pratiquement stables, se chiffrant à 656 millions de dollars en 1998 (ce qui représente 84 % du montant total des contributions), contre 652 millions de dollars en 1997 (82 % du total).

Figure 2

Contributions versées au titre des ressources ordinaires, 1995-1998

(En millions de dollars des États-Unis)



7. L'une des préoccupations majeures de l'Administrateur demeure le fait que les contributions sont souvent versées avec retard. Bien que le montant des contributions reçues au 31 mai 1999 se chiffre à 290 millions de dollars contre 251 millions de dollars à la même date en 1998, l'imprévisibilité de la date des versements réduit la capacité du PNUD de gérer les risques de change, afin de protéger la valeur des contributions annoncées, libellées dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis. La stratégie de financement à l'aide des ressources de base (décision 98/23 du Conseil d'administration) souligne la nécessité d'améliorer la prévisibilité par le biais d'annonces de contributions pluriannuelles et d'un calendrier des paiements. À la fin de 1998, le montant des contributions annoncées et non acquittées se chiffrait à 21 millions de dollars environ, ce qui représente une amélioration de 25 % par rapport aux contributions non acquittées à la fin de 1997, dont le montant s'élevait à 28 millions de dollars (voir tableau 11A de l'additif) et dont 16 millions de dollars n'avaient pas été reçus au 31 mai 1999. Les six principales contributions annoncées mais non acquittées au 31 décembre 1998 représentaient un montant de 14 millions de dollars (États-Unis : 7,7 millions de dollars; Chili : 1,6 million de dollars; Autriche : 1,5 million de dollars; Guatemala : 1,1 million de dollars; Brésil : 1 million de dollars; et République dominicaine : 600 000 dollars).

/...



## B. Dépenses

8. Le montant total des dépenses au titre des ressources ordinaires, qui s'élevait à 996 millions de dollars en 1997, est tombé à 881 millions de dollars en 1998, reflétant un ajustement compte tenu de la baisse du niveau des contributions. Les dépenses ont continué d'excéder les recettes, comme en 1997, afin de réduire au minimum les disponibilités au titre des ressources ordinaires.

9. Les dépenses au titre des programmes ont diminué de 10 % en 1998, se chiffrant à 588 millions de dollars, contre 654 millions de dollars en 1997. Les dépenses au titre des projets exécutés par les pays eux-mêmes, qui représentent la majeure partie des dépenses au titre des programmes, ont elles aussi diminué légèrement (voir figure 3). L'utilisation de la modalité d'exécution nationale représentait 54 % du montant total des dépenses au titre des programmes en 1998 (315 millions de dollars), contre 55 % en 1997, 51 % en 1996 et 41 % en 1995. La part de l'UNOPS dans les dépenses au titre des programmes financées par les ressources ordinaires continue d'augmenter – 22 % en 1995, 25 % en 1996 et 1997 et 30 % en 1998. Par contre, les activités d'exécution de programmes par les cinq principales institutions spécialisées des Nations Unies ont continué de diminuer. En 1998, ces institutions ont consacré 58 millions de dollars à cette tâche, soit 10 % de l'ensemble des activités menées au titre des programmes, contre 29 % en 1994 (155 millions de dollars), 21 % en 1995 (100 millions de dollars), 14 % en 1996 (73 millions de dollars), 12 % en 1997 (76 millions de dollars).

Tableau 2

Ventilation par modalité d'exécution des dépenses au titre des programmes  
financées par les ressources ordinaires du PNUD, 1996-1998

(En millions de dollars des États-Unis)

Agent d'exécution	Ressources ordinaires		
	1998	1997	1996
Exécution nationale	315	363	271
UNOPS	174	162	135
Cinq entités principales <sup>a</sup>	58	76	73
Autres organismes	30	45	58
Exécution directe (PNUD)	9	8	—
ONG	2	—	—
Total <sup>b</sup>	588	654	537

Source : Tableau 14 du document DP/1999/32/Add.1.

<sup>a</sup> DAES, FAO, OIT, ONUDI et UNESCO.

<sup>b</sup> Les montants dépensés dans les PMA sont : 302 millions de dollars en 1998; 339 millions de dollars en 1997; 281 millions de dollars en 1996.

10. Les dépenses au titre des programmes (en pourcentage) sont demeurées stables dans les différentes régions. Par rapport à 1997, elles ont baissé dans la région de l'Afrique, passant de 278 millions de dollars à 244 millions de

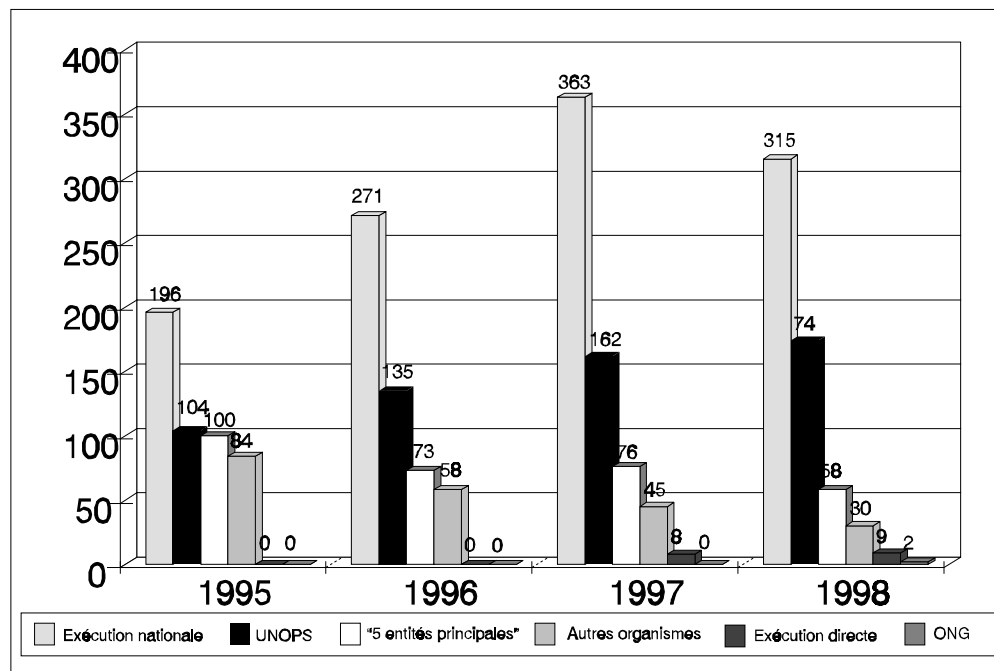
/...

dollars, et dans la région de l'Asie et du Pacifique, passant de 201 millions de dollars à 169 millions de dollars. Bien que la région des États arabes ait doublé ses dépenses d'exécution en 1997, il y a eu une légère baisse de 64 millions de dollars en 1997 à 53 millions de dollars en 1998. Dans la région de l'Europe et de la Communauté d'États indépendants, les dépenses d'exécution augmentent régulièrement, passant de 28 millions de dollars en 1996 à 37 millions de dollars en 1997, à 44 millions de dollars en 1998. Les dépenses de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes ont elles aussi augmenté légèrement (4 millions de dollars) par rapport à 1997.

Figure 3

Dépenses par modalité d'exécution : ressources ordinaires, 1995-1998

(En millions de dollars des États-Unis)



11. Les montants versés au titre de l'appui aux programmes aux agents d'exécution ont diminué de 14,8 millions de dollars en 1998 pour tomber à 38,9 millions de dollars, contre 53,7 millions de dollars en 1997 (59,3 millions de dollars en 1996). Cette baisse des dépenses d'appui est due à l'augmentation de la part de l'exécution nationale et de la capacité des pays bénéficiaires à exécuter des projets/programmes.

12. Appui au titre des programmes pour le coordonnateur résident. À la suite des nouveaux arrangements concernant les programmes, des fonds plus importants sont maintenant disponibles pour financer les activités spécifiques du coordonnateur résident depuis 1997; les dépenses encourues à cette fin ont augmenté

/...

sensiblement, passant de 6,4 millions de dollars en 1997 à 11 millions de dollars en 1998.

13. Budget d'appui pour la période biennale. Parallèlement à la baisse des recettes et des dépenses au titre des programmes, les dépenses relatives au budget d'appui pour la période biennale ont baissé de 3 %, passant de 241 millions de dollars en 1997 à 234 millions de dollars en 1998. Cela indique la poursuite d'une tendance à la baisse des dépenses relatives au budget d'appui pour la période biennale, portant à 25 millions de dollars le montant de la diminution au cours des trois dernières années. Cette réduction est pleinement conforme à l'engagement de l'Administrateur d'identifier le maximum d'économies dans l'exécution des activités du PNUD mais celui-ci est préoccupé par l'impact que cette baisse continue aura sur les capacités critiques de l'organisation. La stratégie concernant le budget d'appui pour l'exercice 2000-2001 est exposée dans le document DP/1999/31.

14. Autres dépenses et soldes passés par pertes et profits. Un examen détaillé des diverses sommes à recevoir a fait ressortir la nécessité de passer par pertes et profits les soldes non réglés et irrécouvrables. Les sommes passées par pertes et profits, d'un montant total de 1,8 million de dollars, ont été imputées aux ressources ordinaires. Ce montant est principalement constitué par 1,7 million de dollars au titre d'avances aux gouvernements. Le montant de 1,8 million de dollars est comptabilisé dans les "Autres dépenses", d'un montant de 9,3 millions de dollars, au tableau 1 a) de l'additif. Le solde des "Autres dépenses" porte principalement sur une perte nette de change (7 millions de dollars). Le Conseil d'administration voudra peut-être noter que, à la suite de la recommandation du vérificateur externe, les dépenses diverses, comme les pertes de change, sont maintenant présentées sous la rubrique "Autres dépenses" au lieu d'être déduites des recettes diverses.

#### C. Solde des ressources inutilisées

15. Au 31 décembre 1998, le solde des ressources inutilisées concernant les activités financées par les ressources ordinaires se chiffrait à 212 millions de dollars, contre 285 millions de dollars au 31 décembre 1997, soit une réduction de 26 % (513 millions de dollars au 31 décembre 1996). Le montant total des dépenses (881 millions de dollars) a excédé le montant total des recettes (785 millions de dollars) de 96 millions de dollars et le montant des contributions volontaires a baissé de 15 millions de dollars. Comme en 1997, ces deux facteurs ont entraîné une diminution du solde des ressources inutilisées.

16. Le solde des ressources inutilisées indiqué au tableau 3 constitue la réserve des ressources disponibles pour financer les activités de l'organisation. Toutefois, la disponibilité de ce solde dépend du degré de liquidité des avoirs. Les ressources de trésorerie et les placements constituent les principaux avoirs liquides du PNUD. D'autres avoirs, nets de passif, s'ajoutent aux placements pour constituer le solde des ressources inutilisées. Les autres avoirs comprennent les avances aux bureaux de pays et à d'autres organismes des Nations Unies. En ce qui concerne le passif, les engagements non réglés et autres fonds exigibles représentent des dépenses engagées mais non encore acquittées.

Tableau 3

Évolution du solde des ressources inutilisées, 1997 et 1998

(En millions de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Solde au 1er janvier	285,0	512,8
Total des recettes	785,3	798,7
Total des dépenses (y compris les dépenses d'appui et autres dépenses)	(881,5)	(995,9)
Économies sur les engagements de l'exercice biennal précédent	3,8	—
Virements à/de la réserve opérationnelle	20,0	(30,0)
Autres virements	(0,5)	(0,6)
Solde au 31 décembre	212,1	285,0

Source : Tableau 1 a) du document DP/1999/32/Add.1.

17. Le solde des ressources inutilisées au 31 décembre 1998 est constitué par les éléments inclus au tableau 4.

Tableau 4

Composition du solde des ressources inutilisées, 1997 et 1998

(En millions de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Encaisse et placements	197,3	257,5
Solde net des avances aux pays où sont situés des projets faisant l'objet d'une exécution nationale	33,4	45,2
Solde net des avances aux agents d'exécution et versements effectués au nom d'autres organismes des Nations Unies	—	18,4
Autres avances, charges comptabilisées d'avance et intérêts courus	22,0	33,0
Dépenses engagées mais non encore réglées <sup>a</sup> (engagements non réglés, sommes à payer, etc.)	(40,6)	(69,1)
Total des ressources inutilisées	212,1	285,0

Source : Tableau 1 b) du document DP/1999/32/Add.1.

<sup>a</sup> Y compris le solde du plan d'assurance médicale, d'un montant de 14,5 millions de dollars en 1998 et 12,4 millions de dollars en 1997.

18. Le montant des placements détenus au titre des ressources ordinaires a diminué de 60 millions de dollars (passant de 257 millions de dollars au 31 décembre 1997 à 197 millions de dollars au 31 décembre 1998). Le solde des ressources inutilisées a diminué de 72,9 millions de dollars, à cause du mouvement des autres avoirs nets de passif, comme indiqué au tableau 4.

/...

19. Les liquidités, ressources de trésorerie disponibles pour exécuter les activités de l'organisation, sont définies comme étant la somme des disponibilités et des placements. Comme l'a indiqué le Conseil d'administration dans le document DP/1999/5, l'Administrateur a établi que le montant des liquidités au titre des ressources ordinaires du PNUD devrait représenter l'équivalent de 6 à 12 mois de dépenses au titre de ces ressources.

20. À la fin de 1998, le montant total des ressources de trésorerie et des placements du PNUD se chiffrait à 377 millions de dollars, y compris la réserve opérationnelle (180 millions de dollars). Calculé sur la base du montant total des dépenses (881 millions de dollars), les avoirs liquides à cette date représentaient 5 mois de dépenses – environ 3 mois de fonds de roulement et 2 mois de réserve opérationnelle. À la fin de 1997, le montant des avoirs liquides se chiffrait à 457 millions de dollars (y compris la réserve opérationnelle de 200 millions de dollars), représentant près de 6 mois de dépenses – 3,5 mois de fonds de roulement et 2,5 mois de réserve opérationnelle.

21. À la fin de l'année, le montant des avoirs liquides de l'organisation était inférieur à son niveau normal. Au cours des trois à quatre premiers mois d'une année civile, on note généralement une nouvelle baisse du niveau des liquidités en raison des retards intervenant dans la réception des contributions. En 1998, le niveau des liquidités a encore baissé, représentant environ 3 mois de dépenses à la fin de mars (0,5 mois de fonds de roulement et 2,5 mois de réserve opérationnelle). Cette situation souligne qu'il est indispensable que les contributions soient versées dans les délais prévus.

22. Les éléments de l'évolution des avoirs liquides peuvent être ventilés comme indiqué au tableau 5.

Tableau 5

Évolution des ressources liquides, 1997 et 1998

(En millions de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Solde initial — 1er janvier		
Encaisse et placements	257,5	457,1
Recettes	785,3	798,7
Dépenses	(881,5)	(995,9)
Économies sur les engagements de l'exercice biennal précédent	3,8	—
Virements de/à la réserve opérationnelle	20,0	(30,0)
Autres virements	(0,5)	(0,6)
Total partiel	(72,9)	(227,8)

	1998	1997
Évolution nette des avances aux gouvernements, agents d'exécution, dépenses engagées mais pas encore payées, etc.	12,7	28,2
Solde à la clôture <sup>a</sup>		
Encaisse et placements	197,3	257,5

Source : Tableau 1 a) et b) du document DP/1999/32/Add.1.

<sup>a</sup> Le solde des avoirs liquides est en sus des placements détenus au titre de la réserve opérationnelle (180 millions de dollars en 1998 et 200 millions de dollars en 1997).

### III. AUTRES RESSOURCES

23. Les activités financées sur les autres ressources, qui comprennent principalement les contributions de tiers et de gouvernements au titre de la participation aux coûts, les contributions de contrepartie en espèces des gouvernements, les fonds d'affectation spéciale, les contrats de services de gestion et le programme de formation des administrateurs auxiliaires, représentent actuellement les deux tiers environ de toutes les activités gérées par le PNUD (voir tableau 1 à l'annexe au présent document). Aux fins de présentation, les services remboursables de même que les activités au titre de la RFA sont également inclus parmi les activités financées sur les autres ressources. En 1998, on a enregistré une augmentation générale des recettes, des dépenses et du solde inutilisé relatif aux autres ressources (voir la figure 4), dont la majeure partie est imputable aux contributions des gouvernements au titre de la participation aux coûts, comme l'indiquent les figures 5 et 6. On trouvera ci-après une ventilation des principales composantes : participation aux coûts, CSG, fonds d'affectation spéciale, programme JPO et RFA.

Figure 4

Activités financées sur les autres ressources, 1995-1998

(En millions de dollars des États-Unis)

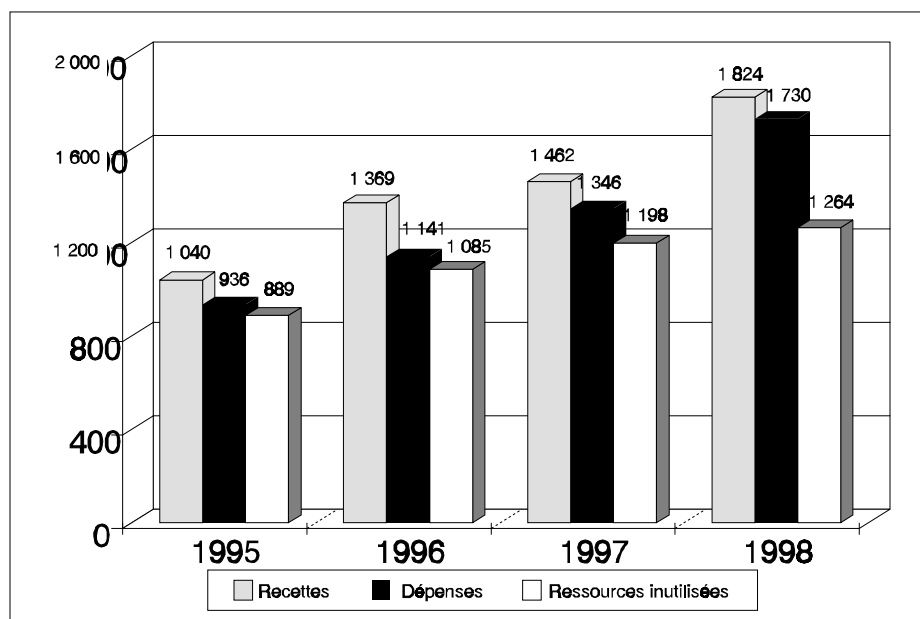
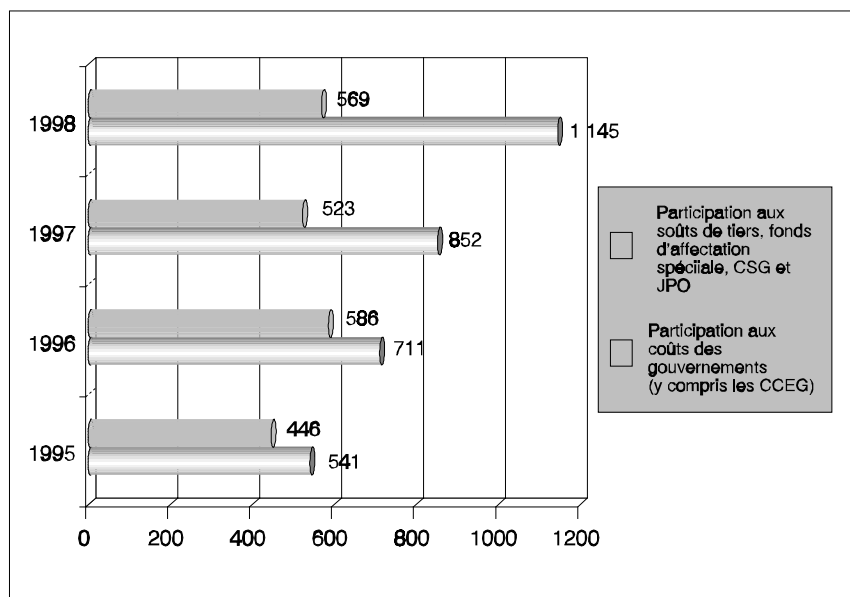


Figure 5

Contributions affectées, 1995-1998

(En millions de dollars des États-Unis)



## A. Participation aux coûts

### 1. Recettes

24. Poursuivant une tendance à la hausse enregistrée au cours des dernières années, les contributions au titre de la participation aux coûts sont passées de 941 millions de dollars en 1997 à 1 milliard 270 millions de dollars en 1998, soit une augmentation de 334 millions de dollars (36 %). Comme il est indiqué dans le tableau 6 et la figure 6, l'augmentation globale des contributions au titre de la participation aux coûts comprend les contributions des gouvernements, qui sont passées de 843 millions de dollars en 1997 à 1 milliard 140 millions de dollars en 1998 (36 %), et les contributions de tiers, qui sont passées de 98 millions de dollars en 1997 à 134 millions de dollars en 1998 (37 %). La participation aux coûts de 10 gouvernements (Argentine, Brésil, Colombie, El Salvador, Équateur, Guatemala, Panama, Pérou, Uruguay et Venezuela) s'est élevée à 20 millions de dollars ou plus et représente 87 % du total des contributions des gouvernements à ce titre (86 % en 1997) (voir la figure 7).

Figure 6

Recettes : autres ressources en 1998

(En millions de dollars des États-Unis)

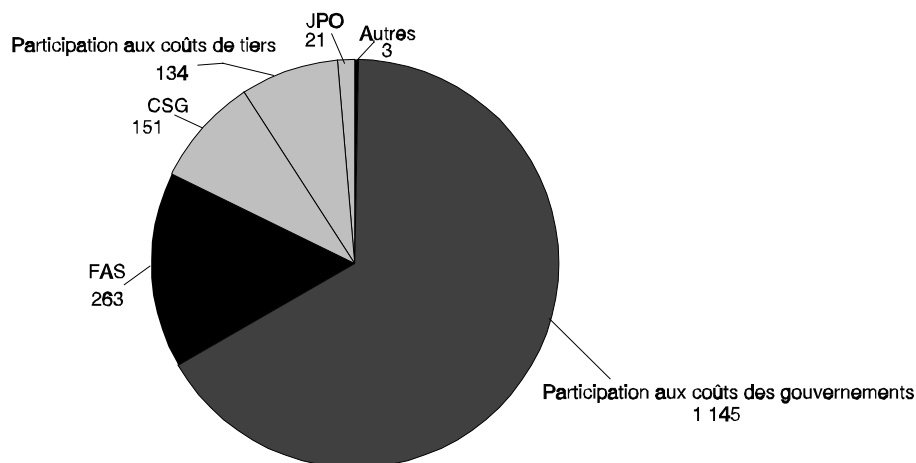
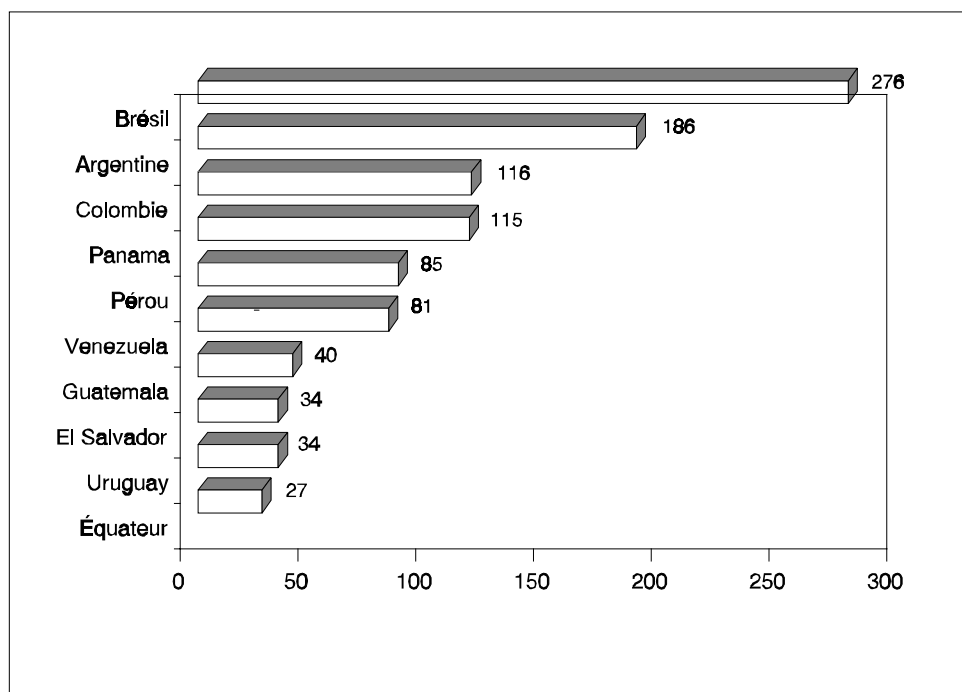




Figure 7

Participation aux coûts des gouvernements en 1998 – Les 10 principaux donateurs

(En millions de dollars des États-Unis)



## 2. Dépenses

25. Les dépenses au titre des programmes ont augmenté de 304 millions de dollars et sont passées de 850 millions de dollars en 1997 à 1 milliard 15 millions de dollars en 1998, soit une augmentation de 36 %, correspondant au taux d'augmentation des contributions (36 %). En moyenne, les paiements effectués aux agents d'exécution au titre des dépenses d'appui sont restés à peu près stables (1,5 % des dépenses au titre des programmes en 1998 contre 1,4 % en 1997).

26. Les dépenses imputées sur le budget d'appui pour l'exercice biennal, qui représentent les services d'appui payés au PNUD au titre des activités de participation aux coûts sont restés stables à 40 millions de dollars, soit 4 % du montant total des dépenses du programme de participation aux coûts en 1998, contre 5 % en 1997.

Tableau 6

Recettes et dépenses pour les années achevées le 31 décembre, 1997-1998

(En millions de dollars des États-Unis)

		Participation aux coûts		Évolution en 1998 et 1997 (en pourcentage)
		1998	1997	
<u>Recettes</u>				
Contributions des gouvernements au titre de la participation aux coûts — montant net		1 141,1	843,4	35,3
Contributions de tiers au titre de la participation aux coûts — montant net		134,1	97,6	37,4
Intérêts perçus		23,0	18,3	25,7
Total des recettes		1 298,2	959,3	35,3
<u>Dépenses</u>				
Programme :	Participations aux coûts des gouvernements	1 019,6	752,3	35,5
	Participation aux coûts de tiers	134,0	98,0	36,7
Appui aux programmes :	Agents d'exécution	17,3	11,7	47,9
Budget d'appui biennal :	Montant net	40,6	40,2	1,0
Total des dépenses		1 211,5	902,2	34,3
Excédent net des recettes par rapport aux dépenses		86,7	57,1	51,8
Remboursements et autres virements		0,1	0,3	(66,7)
Ressources inutilisées au 1er janvier		572,8	515,4	11,1
Ressources inutilisées au 31 décembre		659,6	572,8	15,2
Solde exprimé en mois de dépenses		7	8	

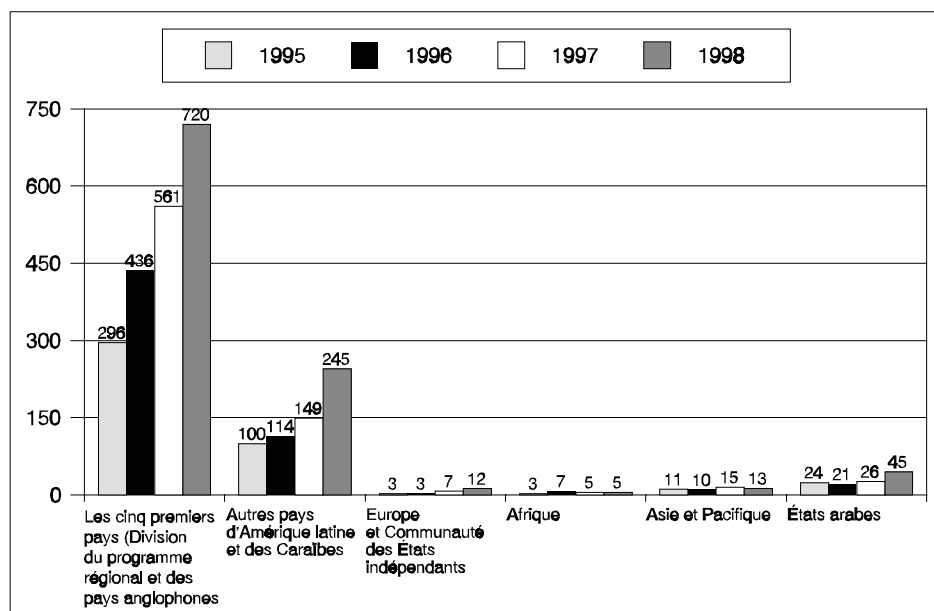
Source : Tableau 3 a) du document DP/1999/32/Add.1.

27. La répartition des dépenses engagées au titre des activités de participation aux coûts par type et par région est indiquée dans le tableau 7. Les figures 8 (participation aux coûts des gouvernements) et 9 (participation aux coûts de tiers) indiquent la répartition des dépenses par région, à l'exception des dépenses relatives aux programmes mondial et interrégional et aux CCEG.

Figure 8

Dépenses au titre de la participation aux coûts des gouvernements, par région, 1995-1998<sup>a</sup>

(En millions de dollars des États-Unis)

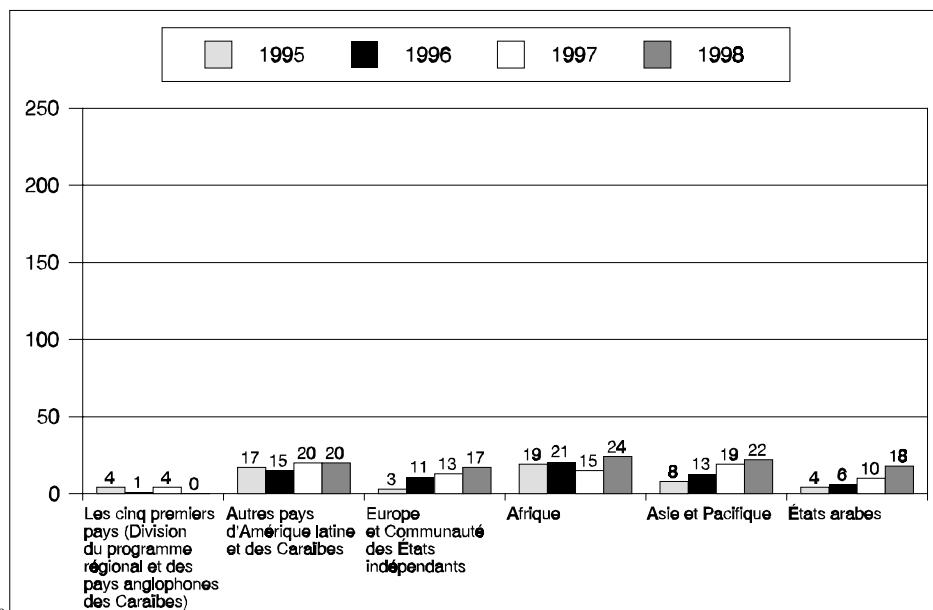


<sup>a</sup> Non compris les dépenses au titre du programme mondial, interrégional et des CCEG.

Figure 9

Dépenses au titre de la participation aux coûts de tiers, par région, 1995-1998<sup>a</sup>

(En millions de dollars des États-Unis)



<sup>a</sup> Non compris les dépenses au titre du programme mondial, interrégional et des CCEG.

28. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Panama et le Pérou (les "cinq premiers pays") continuent d'arriver en tête en ce qui concerne les dépenses d'exécution des programmes financés sur la participation aux coûts des gouvernements. En 1998, la part de ces cinq pays a représenté 69 % du montant total des dépenses d'exécution, soit 720 millions de dollars, contre 73 %, soit 561 millions de dollars, en 1997. En revanche, la part de ces pays en ce qui concerne les dépenses d'exécution des programmes financés au titre de la participation aux coûts de tiers est passée de 4 millions de dollars en 1997 à moins de 1 million de dollars en 1998. La part des autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes au titre de la participation aux coûts des gouvernements est passée de 20 % en 1996 à 24 % en 1998 (voir le tableau 7 et la figure 8).

Tableau 7

Répartition par région des dépenses au titre des programmes financés  
sur la participation aux coûts du PNUD, 1996-1998

(En millions de dollars des États-Unis)

	Tiers			Gouvernements		
	1998	1997	1996	1998	1997	1996
Les cinq premiers pays <sup>a</sup>	—	4	1	720	561	436
Amérique latine et Caraïbes (sans les cinq premiers pays)	20	20	15	245	149	114
Europe et Communauté des États indépendants	17	13	11	12	7	3
Afrique	24	15	21	5	5	7
Asie et Pacifique	22	19	13	13	15	10
États arabes <sup>b</sup>	18	10	6	45	26	21
Autres dépenses <sup>c</sup>	12	6	8	1	1	1
	113	87	75	1 041	764	592

Source : Tableau 13 du document DP/1999/32/Add.1.

<sup>a</sup> Argentine, Brésil, Colombie, Panama, Pérou.

<sup>b</sup> Y compris les dépenses au titre de la participation aux coûts du Programme d'aide au peuple palestinien.

<sup>c</sup> Y compris le programme mondial et interrégional et les CCEG.

### 3. Ressources inutilisées

29. Le montant des ressources inutilisées est passé de 573 millions de dollars en 1997 à 660 millions de dollars en 1998, soit une augmentation de 87 millions de dollars, représentant sept mois des dépenses de 1998. Cette augmentation des ressources inutilisées s'explique par le mécanisme de financement intégral de la participation aux coûts, qui exige que ces activités soient intégralement réglées d'avance.

B. Contrats de services de gestion

30. Les contrats de services de gestion, signés entre le PNUD et divers donateurs, ont tous été exécutés par l'UNOPS. On trouvera dans le tableau 8 des informations sur leur situation financière.

Tableau 8

Recettes et dépenses pour les années achevées le 31 décembre, 1997 et 1998

(En millions de dollars des États-Unis)

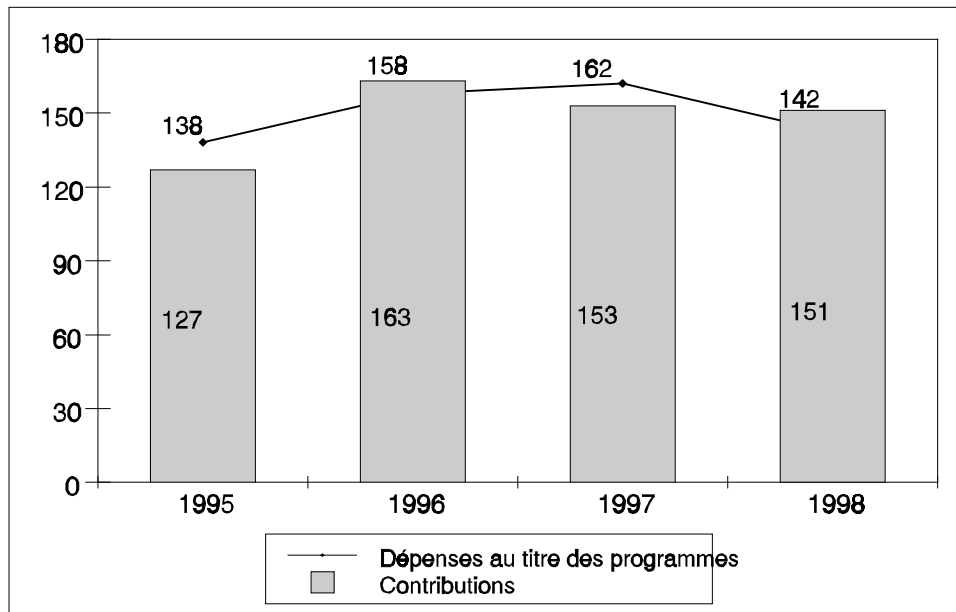
	CSG		Évolution entre 1998 et 1997 (en pourcentage)
	1998	1997	
Recettes			
Contributions nettes	151,3	152,8	(1,0)
Intérêts	8,1	7,0	15,7
Total des recettes	159,4	159,8	(0,3)
Dépenses			
Programme	141,8	162,0	(12,5)
Total des dépenses	141,8	162,0	(12,5)
Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses	17,6	(2,2)	—
Remboursements et autres virements	1,0	(1,2)	—
Ressources inutilisées au 1er janvier	81,6	85,0	(4,0)
Ressources inutilisées au 31 décembre	100,2	81,6	22,8
Solde exprimé en mois de dépenses	9	6	50,0

Source : Tableau 4 a) du document DP/1999/32/Add.1.

Figure 10

Contributions relatives aux CSG et dépenses au titre des programmes, 1995-1998

(En millions de dollars des États-Unis)



31. En 1998, les donateurs ont contribué 151 millions de dollars au titre des activités relatives aux CSG, ce qui constitue une baisse de près de 2 millions de dollars par rapport aux 153 millions de dollars versés en 1997 (voir la figure 10). Le montant total des recettes, y compris les intérêts encaissés, qui étaient disponibles en 1998 pour financer des activités relatives aux CSG s'élevait à 159 millions de dollars (160 millions de dollars en 1997).

32. Au 31 décembre 1998, on comptait 76 CSG en activité, qui représentaient une dépense de 142 millions de dollars, soit 20 millions de moins qu'en 1997 (voir la figure 10). Pendant l'année considérée, 14 contrats nouveaux ont été mis en oeuvre et 11 ont été financés; en outre, 19 se sont terminés au plan opérationnel.

33. En 1998, les dépenses au titre des CSG étaient réparties comme suit :

Tableau 9

Ventilation des dépenses par région pour les années achevées  
le 31 décembre, 1997 et 1998

(En millions de dollars des États-Unis)

Région	1998	1997
Amérique latine et Caraïbes	64,6	64,5
Afrique	44,4	68,9
Europe et Communauté des États indépendants	18,0	19,1
États arabes	6,9	0,5
Asie et Pacifique	2,9	2,8
Programme mondial et interrégional	5,0	6,2
Total	141,8	162,0

Source : UNOPS.

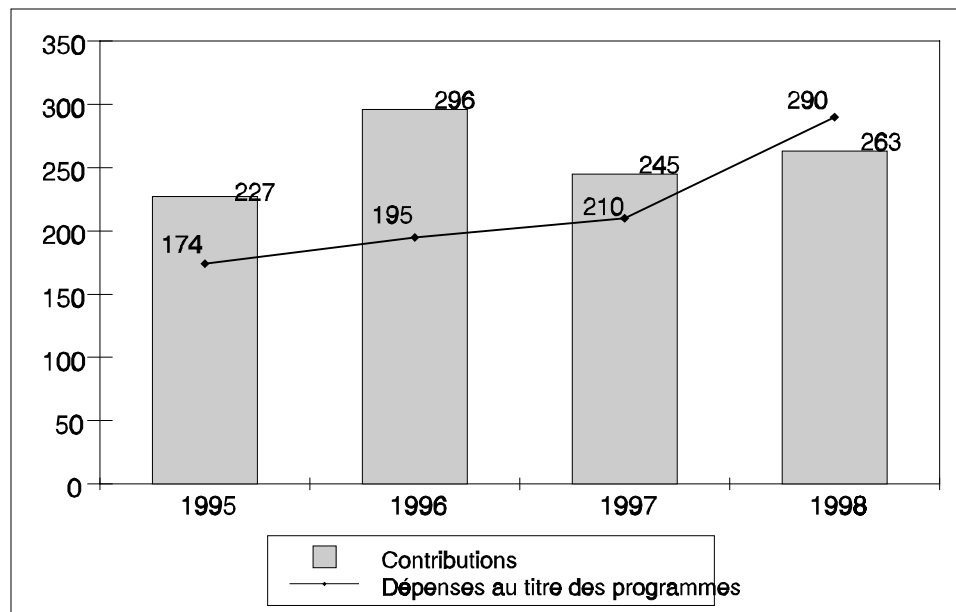
#### C. Fonds d'affectation spéciale

34. Les fonds d'affectation spéciale ont continué de croître, en particulier en Asie et dans le Pacifique, dans la Communauté des États indépendants et en Afrique. Le tableau 10 présente un récapitulatif des recettes des fonds d'affectation spéciale. Pour la première fois depuis 1993, le montant total des dépenses annuelles des fonds d'affectation spéciale a été supérieur au montant total des recettes enregistrées, fait imputable pour l'essentiel aux activités des fonds d'affectation spéciale ci-après : FEM, PAPP, Fonds d'affectation spéciale pour le Rwanda, Fonds d'affectation spéciale pour l'Angola. En outre, l'augmentation des dépenses (alors que le montant des recettes restait stable) correspond à l'utilisation des contributions d'un montant plus élevé reçues en 1996 (voir la figure 11).

Figure 11

Contributions au titre des fonds d'affectation spéciale et dépenses au titre  
des programmes, 1995-1998

(En millions de dollars des États-Unis)



#### 1. Recettes

35. En 1998, le montant total des contributions aux fonds d'affectation spéciale a progressé de 19 millions de dollars, soit 7,8 %, pour atteindre 263 millions de dollars contre 244 millions de dollars en 1997. En 1998, 36 nouveaux fonds d'affectation spéciale et 58 nouveaux fonds d'affectation spéciale subsidiaires ont été créés. Durant la même période, quatre fonds d'affectation spéciale et un fonds d'affectation spéciale subsidiaire ont été clos. En outre, près de 40 % des fonds d'affectation spéciale sont inactifs et l'on prend actuellement les dispositions nécessaires pour leur clôture. En ce qui concerne le portefeuille des 192 fonds d'affectation spéciale et des 203 fonds d'affectation spéciale subsidiaires en activité, le montant total des recettes, y compris les intérêts perçus, a augmenté de 6,8 %, soit 18 millions de dollars, pour atteindre 290,3 millions de dollars contre 271,9 millions de dollars en 1997.



Tableau 10

Recettes et dépenses pour les années achevées le 31 décembre,  
1997 et 1998

(En millions de dollars des États-Unis)

	Fonds d'affectation spéciale (regroupés)		Évolution entre 1998 et 1997 (en pourcentage)
	1998	1997	
<u>Recettes</u>			
Contributions	263,1	244,0	7,8
Intérêts	27,1	27,7	(2,2)
Autres revenus-montant net	0,1	0,2	(50,0)
Total des recettes	290,3	271,9	6,8
<u>Dépenses</u>			
Programme	290,8	209,8	38,6
Appui aux programmes :			
Agents d'exécution	12,8	9,8	29,6
Budget d'appui biennal	16,5	17,0	(2,9)
Autres dépenses et passation par profits et pertes	1,2	0,5	—
Total des dépenses	321,3	237,1	35,5
Excédent des recettes par rapport aux dépenses	(31,0)	34,8	—
Remboursements et autres virements	(27,8)	(2,1)	—
Ressources inutilisées au 1er janvier	442,6	409,9	8,0
Ressources inutilisées au 31 décembre	383,8	442,6	13,3
Solde exprimé en mois de dépenses	14	22	

Source : Tableau 3 a) du document DP/1999/32/Add.1.

Figure 12

Les 10 principaux bénéficiaires des fonds d'affectation spéciale en 1998

(En millions de dollars des États-Unis)

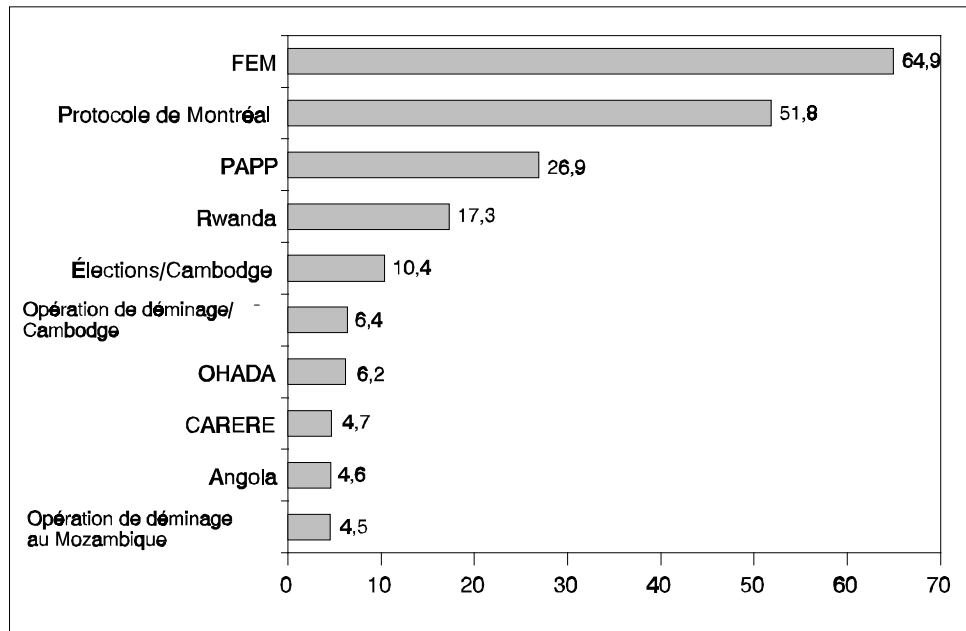


Tableau 11

Nombre de fonds d'affectation spéciale auxquels les principaux donateurs  
ont contribué en 1998

Donateurs	Nombre de fonds d'affectation spéciale
Allemagne	6
Australie	7
Autriche	6
Canada	10
Danemark	13
Espagne	3
États-Unis	6
Finlande	8
France	3
Irlande	6
Italie	4
Japon	7
Luxembourg	2

/ ...

Donateurs	Nombre de fonds d'affectation spéciale
Norvège	15
Nouvelle-Zélande	8
Pays-Bas	41
Royaume-Uni	8
Suède	44
Suisse	7

Source : États financiers du PNUD.

36. Dans l'ensemble, les fonds d'affectation spéciale liés à l'environnement (FEM et Protocole de Montréal) et les pays ou territoires qui se trouvent dans une situation particulière ont continué à recevoir la plupart des contributions aux fonds d'affectation spéciale. Le tableau 12 et la figure 12 indiquent les 10 principaux bénéficiaires des fonds d'affectation spéciale en 1998.

37. Parmi les fonds d'affectation spéciale importants, le Protocole de Montréal a enregistré la plus grande augmentation des contributions en termes absolus : les recettes ont augmenté de 20 millions de dollars pour atteindre 52 millions de dollars en 1998 contre 32 millions de dollars en 1997, soit une augmentation de 62,9 %. Les contributions au FEM ont augmenté de quelque 14 millions de dollars pour atteindre 65 millions de dollars en 1998 contre 51 millions de dollars en 1997, soit une augmentation de 26,7 %. Le Fonds fiduciaire concernant l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires, le Fonds d'affectation spéciale pour le programme de réinstallation et de réinsertion au Cambodge (CARERE) et le Programme pour les opérations de déminage au Mozambique ont enregistré une augmentation des contributions reçues. Le Fonds d'affectation spéciale pour les élections au Cambodge a reçu 10 millions de dollars environ. Les autres grands fonds d'affectation spéciale ont enregistré une diminution de leurs recettes. Les contributions au PAPP ont baissé de 9 millions de dollars environ et sont tombées à 27 millions de dollars en 1998 contre 36 millions de dollars en 1997, soit une diminution de 24,4 %. Le Fonds d'affectation pour le Rwanda et "Capacités 21" ont également vu baisser le montant total des contributions reçues.

Tableau 12

Les 10 principaux bénéficiaires des fonds d'affectation spéciale en 1998 et 1997

(En millions de dollars des États-Unis)

	1998	1997
<u>Fonds d'affectation spéciale</u>		
FEM	64,9	51,2
Protocole de Montréal	51,8	31,8
PAPP	26,9	35,6
Rwanda	17,3	34,9
Appui aux élections locales au Cambodge	10,4	—
Opérations de déminage au Cambodge	6,4	8,0
OHADA	6,2	1,2
CARERE	4,7	4,3
Fonds d'affectation spéciale pour l'Angola	4,6	9,2
Programme de déminage au Mozambique	4,5	1,0
<b>Total</b>	<b>197,7</b>	<b>177,2</b>
Pourcentage du montant total des fonds d'affectation spéciale	75,1	72,6

Source : Tableau 17, document DP/1999/32/Add.1.

## 2. Dépenses

38. Les dépenses au titre des programmes se sont accrues de 81 millions de dollars et sont passées de 210 millions de dollars en 1997 à 291 millions de dollars en 1998. Le Fonds d'affectation spéciale pour le Rwanda a enregistré des dépenses de 30 millions de dollars en 1998, soit 12 millions de dollars de plus que les 18 millions enregistrés en 1997, suivi par le Programme d'aide au peuple palestinien, dont les dépenses totales ont augmenté de 5 millions de dollars en 1998, passant de 28 millions de dollars en 1997 à 33 millions de dollars. Le montant des dépenses du Fonds d'affectation spéciale pour l'Angola a plus que doublé, passant de 5 millions de dollars en 1997 à 11 millions de dollars en 1998. D'autres fonds d'affectation spéciale, tels que le FEM, le Protocole de Montréal et Capacités 21, se trouvaient parmi les 10 premiers fonds d'affectation spéciale au regard des dépenses de 1998. Les dépenses du FEM ont augmenté de 11 millions de dollars pour atteindre 76 millions de dollars contre 65 millions de dollars en 1997. Le Fonds d'affectation spéciale pour le Protocole de Montréal a enregistré des dépenses de 45 millions de dollars en 1998 contre 38 millions de dollars en 1997. Le Fonds d'affectation spéciale Capacités 21 a enregistré des dépenses d'un montant de 9 millions de dollars en 1998 contre 8 millions de dollars en 1997. Le montant global des dépenses des six fonds d'affectation spéciale mentionnés ci-dessus s'est élevé à 204 millions de dollars, ce qui représente plus de 63 % des dépenses au titre de projets de tous les fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD.

39. Un examen des avances versées aux gouvernements pour l'exécution de projets nationaux a permis de passer par profits et pertes un montant total de 1,3 million de dollars, portant sur des avances non remboursées et considérées irrécou-

/...

vrables. Sur ce montant, 900 000 dollars avaient été prélevés sur le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités soudano-sahéliennes (UNSO).

### 3. Ressources inutilisées

40. Les ressources inutilisées des fonds d'affectation spéciale ont diminué de 59 millions de dollars, passant de 443 millions de dollars en 1997 à 384 millions de dollars en 1998. La plupart des grands fonds d'affectation spéciale tels que le FEM, le PAPP, le Fonds d'affectation spéciale pour le Rwanda et le Fonds d'affectation spéciale pour l'Angola ont enregistré des dépenses supérieures aux recettes reçues pour l'année, ce qui a provoqué une baisse du montant des ressources inutilisées par rapport à celui de 1997. Le solde des ressources inutilisées du FEM au 31 décembre 1998 a chuté de 8,6 millions de dollars pour s'établir à 30,6 millions de dollars. Les ressources inutilisées du Fonds d'affectation spéciale PAPP s'élevaient à 31,2 millions de dollars au 31 décembre 1998, soit une diminution de 8 millions de dollars. Les ressources inutilisées du Fonds d'affectation spéciale pour le Rwanda ont chuté de 11 millions de dollars, passant de 41,8 millions de dollars en 1997 à 30,8 millions de dollars en 1998. Les ressources inutilisées du Fonds d'affectation spéciale pour le Protocole de Montréal (98,8 millions de dollars au 31 décembre 1998 et 84,9 millions de dollars au 31 décembre 1997) représentent 25,5 % du montant total des ressources inutilisées de tous les fonds d'affectation spéciale (19 % en 1997).

#### D. Programme de formation d'administrateurs auxiliaires

41. À la fin de 1998, 314 administrateurs auxiliaires bénéficiaient de ce programme financé par 20 pays (276 dans les bureaux de pays, 30 au siège, 5 en qualité de Volontaires des Nations Unies et 3 au Bureau des services d'achats interorganisations) contre 337 en 1997. Cette diminution de 7 % du nombre des participants est imputable à la diminution des recettes aussi bien que des dépenses.

42. En 1998, des contributions d'un montant total de 21,4 millions de dollars ont été reçues pour le programme de formation d'administrateurs auxiliaires, ce qui représente une diminution de 6,1 millions de dollars par rapport aux 27,5 millions de dollars reçus en 1997.

43. En 1998, le montant des dépenses s'est élevé à 27,4 millions de dollars, soit une diminution de 800 000 dollars par rapport aux 28,2 millions de dollars enregistrés en 1997.

#### E. Réserve pour les bureaux et logements hors siège

44. Avec l'appui du Conseil d'administration, le PNUD se prépare à liquider des avoirs et à inscrire un crédit concernant leur dépréciation. Le PNUD gère actuellement 305 unités d'habitation dans 23 pays, contre 356 unités d'habitation dans 25 pays il y a un an. Cinquante-quatre de ces unités sont la propriété du PNUD, 251 unités sont louées aux gouvernements des pays respectifs.

Tableau 13

Réserve pour les bureaux et logements hors siège : recettes et dépenses pour l'année  
qui s'est terminée le 31 décembre, 1997 et 1998

(En millions de dollars des États-Unis)

	1998	1997	Évolution entre 1998 et 1997 (en pourcentage)
<u>Recettes</u>			
Revenus de locations	3,0	3,5	(14,3)
Autres revenus — net	0,2	0,4	(33,3)
Gain (perte) sur la vente d'actifs	—	0,1	—
Total des recettes	3,2	4,0	(20,0)
<u>Dépenses</u>			
Réparations et entretien	1,5	2,2	(31,8)
Autres dépenses	0,1	0,5	(80,0)
Total des dépenses	1,6	2,7	(40,7)
<u>Excédent</u>	1,6	1,3	23,1
Virement aux dépenses de remise en état capitalisées	(2,0)	—	—
<u>Excédent (déficit) cumulatif au 1er janvier</u>	(6,1)	(7,4)	17,6
Déficit cumulatif au 31 décembre	(6,5)	(6,1)	(6,6)

Source : Tableau 19, document DP/1999/32/Add.1.

45. La récapitulation consolidée des comptes de la réserve pour les bureaux et logements hors siège est indiquée au tableau 13. Le tableau 19 de l'additif présente des états distincts des recettes et des dépenses ainsi que de l'actif et du passif de la réserve. Des chiffres distincts sont donnés pour les bureaux, les logements et les services d'appui remboursables. Le montant total des avoirs relatifs aux locaux à usage de bureau au 31 décembre 1998 s'élève à 20,8 millions de dollars et celui des avoirs relatifs aux locaux affectés au logement à 17,2 millions de dollars. Le montant net dû aux ressources ordinaires du PNUD est passé de 17,5 millions de dollars au 31 décembre 1997 à 15,5 millions de dollars au 31 décembre 1998.

46. En 1998, les opérations concernant les logements ont enregistré un excédent de recettes d'un montant total de 1 million de dollars et celles concernant les bureaux un excédent de 300 000 dollars.

47. Des créances d'un montant total de 19 315 dollars ont été réglées en 1998. Au début de 1999, des créances additionnelles d'un montant total de 124 518 dollars ont été réglées. En outre, le montant des créances éventuelles s'élevait à 2,6 millions de dollars au 31 mai 1999; le PNUD toutefois ne reconnaît pas leur validité.

/...

48. Des charges comptabilisées d'avance sur le Fonds de location d'appareils ménagers, d'un montant total de 300 000 dollars, ont été passées par pertes et profits en 1998. Comme ce montant figurait dans les prévisions pour 1996-1997, sa passation par pertes et profits n'a pas eu d'incidence sur l'état des recettes de 1998.

49. À Samoa, le solde des dépenses de remise en état (logement) d'un montant de 17 637 dollars a été passé par pertes et profits en 1998. La résidence a été officiellement rendue au Gouvernement, car en assurer l'entretien n'était pas rentable. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la politique de cession progressive de logements du PNUD en application de la décision du Conseil d'administration.

50. Les crédits initialement demandés pour dépréciation d'avoirs d'un montant de 14,1 millions de dollars avaient été fixés en 1996-1997 en se fondant sur la meilleure estimation faite par la direction pour la baisse des avoirs de la valeur des actifs de la réserve au 31 décembre 1997. Il ressort des informations dont on dispose que le solde de 11,2 millions de dollars existant au 31 décembre 1998 est suffisant.

51. Un montant cumulatif (2 millions de dollars) des recettes au titre de la location de locaux a été imputé sur les coûts de remise en état de logement en 1998.

#### IV. FONDS GÉRÉS PAR LE PNUD

52. Le tableau 5 a) de l'additif au présent document contient des données détaillées sur les cinq fonds gérés par le PNUD. Les résultats des activités entreprises en 1998 sont indiqués dans le présent chapitre.

53. Le montant des contributions a globalement augmenté de 10 %, la part de l'UNIFEM en représentant 87 %. Le montant des dépenses a globalement augmenté de 12 %, croissance enregistrée en particulier par l'UNIFEM et le FENU.

##### 1. Fonds d'équipement des Nations Unies

54. En 1998, le FENU a continué de s'employer à améliorer la qualité de ses programmes et à définir des objectifs en appliquant les stratégies exposées dans son document d'orientation de 1995 intitulé "Réduction de la pauvreté, participation et meilleure gouvernance locale" faisant suite aux recommandations formulées dans l'étude d'évaluation des capacités de 1996 et en augmentant le taux d'exécution des projets. Les projets exécutés en 1998 représentaient un montant de 43 millions de dollars contre 38 millions de dollars pour l'année précédente. Le montant total des projets approuvés en 1998 a cependant diminué et s'est élevé à 41 millions de dollars, contre 65 millions de dollars en 1997. Cette diminution était due essentiellement à un changement d'orientation et à un ralentissement des activités pour divers programmes exécutés dans des pays en proie à des difficultés. Les contributions des donateurs ont totalisé 34 millions de dollars en 1998, soit un montant analogue à celui de 1997.

55. Le FENU a procédé à un examen thématique approfondi de ses activités, notamment les caisses locales d'aménagement, les microfinancements et les projets d'infrastructure afin d'évaluer les principaux succès et échecs et les

/...

enseignements tirés, et d'examiner les priorités futures. Le Fonds a centré ses efforts sur l'évaluation d'ensemble de ses activités menée sous la direction des donateurs. Le FENU prévoit de présenter son rapport au Conseil d'administration à sa troisième session ordinaire.

## 2. Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

56. En mai 1997, le Conseil d'administration a approuvé la stratégie du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) pour la période 1997-1999 et son plan d'exécution. Depuis cette date, l'UNIFEM applique ce plan axé sur trois principaux domaines d'activité et a adopté les principes d'une gestion fondée sur les résultats. La stratégie et le plan d'exécution visent notamment à accroître le nombre des donateurs et le montant des contributions.

57. Le montant total des contributions à l'UNIFEM a augmenté de 5,2 millions de dollars, soit de 30 %, et est passé de 17,5 millions de dollars en 1997 à 22,7 millions de dollars. Cette progression était due en grande partie au versement d'une contribution de 3,2 millions de dollars par l'un des principaux donateurs, ainsi qu'à une augmentation nette de 1,5 million de dollars des contributions au titre de la participation aux coûts et des fonds d'affectation spéciale.

58. Les dépenses financées par les ressources ordinaires ont augmenté de 3,5 millions de dollars, soit un taux d'augmentation de 53 %, et sont passées de 6,6 millions de dollars en 1997 à 10,1 millions de dollars en 1998. Les dépenses au titre de la participation aux coûts et des fonds d'affectation spéciale ont légèrement augmenté et sont passées de 4 millions de dollars en 1997 à 4,3 millions de dollars en 1998.

59. Dans le cadre des activités normales du Fonds, des avances ont été faites aux gouvernements pour l'exécution de projets par des entités nationales. Les avances consenties de longue date à des gouvernements s'élevant au total à 0,2 million de dollars considérées comme étant des créances irrécouvrables ont été passées par pertes et profits dans le courant de l'année et incluses dans la rubrique "Autres dépenses" dans le tableau 5 a) de l'additif.

60. Le solde des ressources inutilisées au 31 décembre 1998 s'élevait à 17 millions de dollars, soit une augmentation de 4,7 millions de dollars par rapport au montant total de 1997 qui s'élevait à 12,3 millions de dollars. Ces ressources comprennent le solde inutilisé d'allocations au budget de projet d'un montant de 15 millions de dollars pour 1998 et les années à venir. Le montant de la réserve opérationnelle a été réexaminé conformément à la décision 97/4 du Conseil d'administration de janvier 1997 et a été augmenté et est passé à 5 millions de dollars à la fin de 1998.

## 3. Volontaires des Nations Unies

61. En 1998, les Volontaires des Nations Unies ont continué à développer la gamme de leurs activités dans le monde. Au cours de l'année, 3 766 volontaires, nombre encore jamais atteint représentant une augmentation de 4 % par rapport à 1997, ont été affectés dans 148 pays. Les membres de ce réseau remplissaient diverses fonctions en tant que spécialistes internationaux (2 447), volontaires

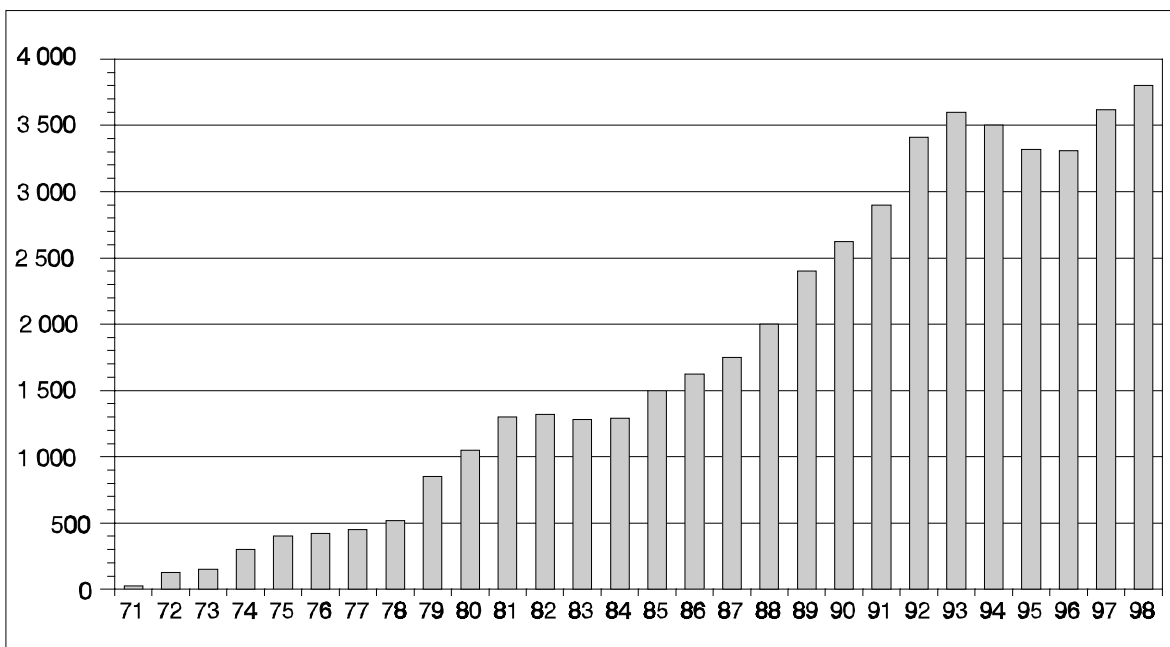


nationaux (1 088), agents sur le terrain (168) ou assuraient la prestation de services consultatifs internationaux de courte durée auprès d'entreprises commerciales et d'industries (63).

Figure 13

Accroissement du nombre des Volontaires des Nations Unies, 1971-1998

(En millions de dollars des États-Unis)



62. Comme il ressort du tableau 14, le montant total des contributions est demeuré pratiquement stable (10,6 millions de dollars en 1998 contre 11 millions de dollars en 1997). Outre ce montant, les VNU ont bénéficié d'une somme de 6,3 millions de dollars en 1997 au titre des arrangements entièrement financés qui représentent des activités exécutées par les Volontaires conformément à des demandes spécifiques de gouvernements donateurs. Pour cette modalité, les contributions sont versées à l'avance sur la base de coûts estimatifs pour la durée des affectations des volontaires.

Tableau 14

Montants des contributions pour 1998 et 1997

(En millions de dollars des États-Unis)

Modalité	1998	1997
Fonds bénévole spécial	3,0	3,2
Participation aux coûts	0,1	0,3
Fonds d'affectation spéciale	7,5	7,4
Total partiel	10,6	10,9
Arrangements entièrement financés	6,3	6,7
Total	16,9	17,6

Source : VNU.

63. La croissance des dépenses pour le programme financées au titre du fonds bénévole spécial et de la participation aux coûts a été marquée en 1998, les VNU ayant déployé des efforts déterminés pour utiliser les ressources disponibles. La diminution des dépenses au titre des fonds d'affectation spéciale a été due au fait que l'exécution de certains projets touche à sa fin.

Tableau 15

Montants des dépenses pour le programme pour 1998 et 1997<sup>a</sup>

(En millions de dollars des États-Unis)

Modalité	1998	1997
Fonds bénévole spécial	5,3	4,0
Participation aux coûts	0,2	0,1
Fonds d'affectation spéciale	7,5	8,6
Total partiel	13,0	12,7
Arrangements entièrement financés	6,2	4,5
Total	19,2	17,2

Source : VNU.

<sup>a</sup> À l'exclusion des activités exécutées par les VNU pour le compte du PNUD et d'autres organismes des Nations Unies.

64. Conformément à la décision 98/13 du Conseil d'administration, une réserve destinée à financer les évacuations sanitaires pour raisons de sécurité a été créée en 1998 avec un financement initial de 0,9 million de dollars. En 1998,

/...

0,2 million de dollars ont été utilisés pour financer des évacuations sanitaires. Le solde disponible de 0,7 million de dollars au 31 décembre 1998 est censé être adéquat compte tenu des activités exécutées au cours de la première année de création de la réserve.

#### 4. Fonds autorenewable des Nations Unies pour l'exploitation des ressources naturelles

65. En 1998, le montant des contributions à ce fonds est passé de 0,1 million de dollars en 1997 à 1,6 million de dollars en 1998. Les dépenses au titre du programme sont tombées de 0,6 million de dollars en 1997 à 0,3 million de dollars en 1998. Le solde des ressources inutilisées s'élevait à 4,1 millions de dollars au 31 décembre 1998.

66. Les dépenses au titre de l'appui technique se sont stabilisées à 0,2 million de dollars. Ces dépenses font partie intégrante des budgets des projets que le Fonds exécute, modalité qui a été approuvée par le Conseil d'administration pour les opérations du UNRPNRE. Les dépenses au titre de l'appui technique sont incluses dans les dépenses au titre de projets dans les rapports soumis aux gouvernements des pays où sont exécutés des programmes.

67. À la première session ordinaire de 1999, plusieurs délégations se sont inquiétées des objectifs du Fonds. D'autres délégations ont demandé des informations complémentaires au sujet des activités du Fonds avant d'approuver son maintien. Il sera procédé à une évaluation approfondie des activités du Fonds et le Bureau des politiques de développement présentera un rapport au Conseil d'administration à sa session annuelle en 2000.

#### 5. Fonds des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement

68. Comme on l'a noté au paragraphe 5 du document relatif à l'examen annuel de la situation financière, en 1997 (DP/1998/29), les activités de ce fonds touchent à leur fin. Le montant des contributions reçues en 1998 s'élevait à 60 000 dollars contre 80 000 dollars en 1997. Au 31 décembre 1998, le montant des ressources inutilisées était de 0,8 million de dollars.

69. Dans le cadre de ses activités normales, des avances ont été consenties aux gouvernements au titre de l'exécution nationale de projets. Des créances vérifiées s'élevant à 0,1 million de dollars jugées non recouvrables ont été passées par pertes et profits et incluses dans la rubrique intitulée "Autres dépenses" dans le tableau 5 a) de l'additif.

70. Le Bureau des politiques de développement nommera un administrateur qui sera chargé de superviser la clôture des activités du Fonds.

### V. VUE D'ENSEMBLE DU PNUD

71. Le présent chapitre examine – au niveau global – les activités opérationnelles du PNUD et le solde de ressources inutilisées en résultant. En outre, le tableau 1 de l'additif contient un résumé de toutes les activités entreprises par le PNUD telles qu'elles sont définies dans l'introduction au présent

/...

rapport. Les données sont ventilées par domaines d'activité, mais les chiffres présentés sont globaux pour faciliter une vue d'ensemble de la situation financière générale du PNUD.

#### A. Recettes

72. Sur le total général des recettes s'élevant à 2,7 milliards de dollars reçus en 1998, 2,5 milliards provenaient de contributions, dont 746 millions de dollars, soit 28 %, pour les activités financées par les ressources ordinaires (ressources de base et FMS/PMA), 1,7 milliard de dollars, soit 68 %, pour les activités financées par d'autres ressources (participation aux coûts, CCEG, fonds d'affectation spéciale établis par l'Administrateur et autres activités) et les 69 millions de dollars restant pour les fonds établis par l'Assemblée générale (FENU, UNFSTD, UNRFNRE, UNIFEM et VNU).

73. Les contributions reçues en 1998 représentent une augmentation de 15 % par rapport à 1997. Comme on l'a noté précédemment, la baisse du montant des contributions aux activités financées par les ressources ordinaires se poursuit alors que les contributions aux activités financées par d'autres ressources ont augmenté de 25 % par rapport à 1997 contre 6 % seulement en 1997 par rapport à l'année précédente.

74. Comme l'indique le tableau 16, le montant total des contributions reçues des 15 principaux donateurs ne bénéficiant pas de programmes s'élève à 1 milliard de dollars et représente 97 % de l'ensemble des contributions reçues de pays ne bénéficiant pas de programmes (989 millions de dollars en 1997 – soit 96 %) et la participation aux coûts des gouvernements a régulièrement augmenté depuis 1995.

Tableau 16

Montants des contributions reçues de 15 principaux donateurs ne bénéficiant pas de programmes pour certaines activités du PNUD en 1998<sup>a</sup>

(En millions de dollars des États-Unis)

Donateur	Ressources ordinaires	Fonds d'affectation spéciale, participation aux coûts de tiers et CSG	Fonds	Total
États-Unis <sup>b</sup>	96	24	1	121
Danemark	85	12	9	106
Pays-Bas	82	45	13	140
Japon	80	51	9	140
Norvège	75	26	6	107
Suède	60	31	6	97
Allemagne	57	1	4	62
Royaume-Uni	50	9	2	61
Suisse	42	6	3	51
Canada	29	5	1	35

/...

Donateur	Ressources ordinaires	Fonds d'affectation spéciale, participation aux coûts de tiers et CSG	Fonds	Total
Belgique	12	2	2	16
Finlande	11	9	—	20
Italie	11	16	1	28
Autriche	10	3	—	13
Australie	8	7	1	16
Total	708	247	58	1 013

Source : Tableau 7, DP/1999/32/Add.I.

<sup>a</sup> Ce classement a été établi en fonction du montant des contributions reçues au titre des activités financées par les ressources ordinaires en 1998.

<sup>b</sup> Le montant des contributions (96 millions de dollars) reçues au titre des activités financées par les ressources ordinaires comprend la portion utilisée pour le remboursement de l'impôt sur le revenu perçu sur les traitements du personnel du PNUD (5,2 millions de dollars).

## B. Dépenses

75. Le montant des dépenses pour toutes les activités au titre des programmes s'élevait à 2,7 milliards de dollars en 1998 contre 2,4 milliards de dollars en 1997, soit une hausse de 13 % ou 300 millions de dollars par rapport à 1997. Sur le montant total des dépenses en 1998 s'élevant à 2,7 milliards de dollars, 2,3 milliards de dollars (85 %) concernaient les activités de programmes ou de projets alors que 74,2 millions de dollars (3,2 %) étaient consacrés aux dépenses d'appui pour les agents d'exécution. En outre, l'appui au titre des programmes consenti au coordonnateur résident s'élevait à 11 millions de dollars et une somme de 328 millions de dollars a été versée au budget d'appui biennal du PNUD.

## C. Ressources inutilisées

76. Le montant global des ressources inutilisées est demeuré stable, 1,60 milliard de dollars en 1998 et 1,61 milliard de dollars en 1997.

77. Les soldes inutilisés des ressources ordinaires ont diminué de 73 millions de dollars (26 %), étant tombés de 285 millions de dollars en 1997 à 212 millions de dollars en 1998. Les activités financées par d'autres ressources, qui représentent 79 % des soldes combinés des ressources inutilisés, ont augmenté de 6 %. L'impact de la réduction de 26 % du solde des ressources ordinaires n'a donc pas été apparent.

## VI. AUTRES QUESTIONS

78. L'Administrateur appelle l'attention du Conseil d'administration sur trois questions de gestion financière qui n'ont pas directement trait à la situation financière de 1998. La première de ces questions (prévisions concernant les futures contributions, dépenses et ressources disponibles) est traitée dans la

/...

stratégie budgétaire pour 2000-2001 exposée dans le document DP/1999/31 dont le Conseil d'administration est saisi à la présente session.

79. La deuxième question a trait au rapport du Comité des commissaires aux comptes. Dans son rapport sur les états financiers du PNUD pour l'exercice biennal 1996-1997, le Comité n'a pas eu de certitude suffisante en ce qui concerne un montant de dépenses de 520 millions de dollars au titre des projets exécutés par des entités nationales, pour lesquelles il n'avait pas reçu de rapports d'audit. En mai 1999, le Comité avait reçu des rapports d'audit supplémentaires concernant un montant de dépenses de 33,2 millions de dollars. Le Bureau de l'audit et des études de performance poursuit ses efforts afin que la plupart de ces rapports d'audit soient communiqués au Comité au cours du présent exercice biennal. L'Administrateur a instamment demandé aux gouvernements des pays où sont exécutés des programmes de continuer à collaborer avec le PNUD en vue d'assurer une plus grande conformité aux procédures de vérification.

80. Troisièmement, l'Administrateur informe le Conseil d'administration de la manière dont il interprète les articles 8.12 et 2.2M ii) du Règlement financier pour ce qui est d'une activité particulière financée à l'aide d'apports provenant de fonds d'affectation spéciale. Ces deux articles du Règlement financier fixent un plafond pour les subventions pour micro-investissements qui peuvent être accordées par le PNUD à des entités extérieures. Le Règlement autorise l'octroi de subventions d'un montant maximum de 150 000 dollars. Dans le cas en question, le PNUD était autorisé, selon les conditions stipulées par le donateur, à utiliser la contribution pour l'octroi de subventions d'un montant supérieur à 150 000 dollars. Ces subventions devaient financer l'exécution d'un projet en Croatie visant à promouvoir la réinsertion des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays et à permettre à des banques commerciales locales de créer des fonds les assurant contre le risque de non-remboursement des prêts consentis aux bénéficiaires du projet. À l'issue de l'exécution du projet, et conformément aux strictes conditions stipulées, les fonds devaient être transférés par les banques à une institution locale appropriée qui continuerait à financer ce type d'assurance-crédit.

81. Étant donné l'importance des objectifs du projet concernant la Croatie, et compte tenu des instructions spécifiques du donateur touchant l'utilisation de la contribution, l'Administrateur a décidé d'accepter les conditions fixées et d'octroyer des subventions, bien que les montants fussent être supérieurs à 150 000 dollars. En parvenant à cette décision, l'Administrateur a considéré que l'objectif de l'article susmentionné du Règlement financier était de limiter le montant de subventions financées à l'aide des ressources ordinaires. L'Administrateur estime qu'un donateur choisissant la formule des fonds d'affectation spéciale pourrait raisonnablement demander au PNUD d'accorder, dans le cadre d'un projet financé par sa contribution, des subventions d'un montant fixé par lui-même, à condition que les objectifs des activités ainsi financées relèvent du mandat du PNUD.

82. Dans le cadre de l'examen du Règlement financier du PNUD, l'Administrateur a l'intention de proposer des amendements aux articles du Règlement concernant les subventions.

## VII. DÉCISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

83. Le Conseil d'administration voudra peut-être :

a) Prendre note de la réduction continue du montant des contributions volontaires aux ressources ordinaires du programme et du faible niveau des dépenses qui en résultent;

b) Prendre note des problèmes de trésorerie qui risquent de se poser si les donateurs n'honorent pas les engagements pris de verser ponctuellement leurs contributions;

c) Prendre note de l'augmentation constante des activités financées par d'autres ressources, à savoir la participation aux coûts des gouvernements;

d) Prendre note des rapports d'audit supplémentaires sur le rapport d'ensemble sur l'exécution de 1997, reçus en 1998 et au cours du premier semestre de 1999;

e) Prendre note de la décision de l'Administrateur d'interpréter le plafond fixé pour chaque subvention dans les articles 8.12 et 2.2M ii) du Règlement financier comme s'appliquant uniquement aux ressources ordinaires.

ANNEXE

Vue d'ensemble du PNUD : État des recettes et des dépenses pour l'année achevée le 31 décembre  
(En millions de dollars des États-Unis)

	Ressources ordinaires			Autres ressources			Fonds			Total	
	1998	1997	+/-	1998	1997	+/-	1998	1997	+/-	1997	+/-
<b>Recettes</b>											
Contributions nettes	745,70	760,90	-2 %	1 719,40	1 376,20	25 %	68,80	62,80	10 %	2 533,90	2 199,90 15 %
Intérêts gagnés	37,80	36,20	4 %	63,40	59,00	7 %	9,90	10,20	-3 %	111,10	105,40 5 %
Autres revenus : nets	1,80	1,60	13 %	41,00	26,50	55 %	7,70	11,40	-32 %	50,50	39,50 28 %
<b>Total des recettes</b>	<b>785,30</b>	<b>798,70</b>	<b>-2 %</b>	<b>1 823,80</b>	<b>1 461,70</b>	<b>25 %</b>	<b>86,40</b>	<b>84,40</b>	<b>2 %</b>	<b>2 695,50</b>	<b>2 344,80 15 %</b>
Programmes	587,60	654,30	-10 %	1 614,80	1 252,90	29 %	70,60	61,60	15 %	2 273,00	1 968,80 15 %
Coûts d'appui aux programmes	50,40	65,80	-23 %	33,70	26,20	27 %	2,30	2,10	10 %	86,40	94,10 -8 %
Budget d'appui biennal — net	234,20	240,80	-3 %	80,30	65,90	22 %	13,90	13,60	2 %	328,40	320,30 3 %
Autres dépenses et passation par pertes et profits	9,30	35,00	73 %	1,30	1,00	-30 %	0,20	0,30	33 %	10,80	36,30 4 %
<b>Total des dépenses</b>	<b>881,50</b>	<b>995,90</b>	<b>-12 %</b>	<b>1 730,10</b>	<b>1 346,00</b>	<b>29 %</b>	<b>87,00</b>	<b>77,60</b>	<b>12 %</b>	<b>2 698,60</b>	<b>2 419,50 12 %</b>
Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses	(96,20)	(197,20)	51 %	93,70	115,70	-19 %	(0,60)	6,80	—	(3,10)	(74,70) 96 %
Économies sur les engagements de l'exercice précédent	3,80	—	—	1,00	—	—	—	—	—	4,80	— —
Virements (à destination)/en provenance des réserves	20,00	(30,00)	—	—	—	—	(2,40)	(4,30)	44 %	17,60	(34,30) —
Remboursements aux donateurs et virements (à destination)/en provenance d'autres fonds	(0,50)	(0,60)	17 %	(28,30)	(2,70)	-95 %	—	—	—	(28,80)	(3,30) —
Soldes du Fonds au 1er janvier	285,00	512,80	-44 %	1 197,80	1 084,80	10 %	126,90	124,40	2 %	1 609,70	1 722,00 -7 %
Soldes du Fonds au 31 décembre	212,10	285,00	-26 %	1 264,20	1 197,80	6 %	123,90	126,90	-2 %	1 600,20	1 609,70 -1 %

Source : Tableau 1 a) du document DP/1999/32/Add.1.



	Ressources ordinaires			Autres ressources			Fonds			Total		
	1998	1997	+/-	1998	1997	+/-	1998	1997	+/-	1998	1997	+/-
<b>Actif</b>												
Encaisse	—	—	—	4,00	2,60	54 %	0,50	1,50	67 %	4,50	4,10	10 %
Lettres de crédit des gouvernements	—	—	—	41,10	0,40	—	—	—	—	41,10	0,40	—
Placements												
Réserve opérationnelle	180,00	200,00	10 %	—	—	—	50,00	48,50	3 %	230,00	248,50	7 %
Ressources ordinaires	197,30	257,50	23 %	—	—	—	112,20	132,70	—	309,50	390,20	21 %
Autres fonds	974,60	958,40	2 %	344,50	276,20	25 %	—	—	15 %	1 319,10	1 234,60	7 %
<b>Total partiel des placements</b>	<b>1 351,90</b>	<b>1 415,90</b>	<b>5 %</b>	<b>344,50</b>	<b>276,20</b>	<b>25 %</b>	<b>162,20</b>	<b>181,20</b>	<b>10 %</b>	<b>1 858,60</b>	<b>1 873,30</b>	<b>5 %</b>
<b>Total des liquidités, lettres de crédit et investissements</b>	<b>1 351,90</b>	<b>1 415,90</b>	<b>5 %</b>	<b>389,60</b>	<b>279,20</b>	<b>40 %</b>	<b>162,70</b>	<b>182,70</b>	<b>11 %</b>	<b>1 904,20</b>	<b>1 877,80</b>	<b>1 %</b>
Avances des gouvernements et agents d'exécution	104,00	111,90	7 %	174,30	154,70	13 %	1,30	3,10	58 %	279,60	269,70	4 %
Sommes à recevoir et charges comptabilisées d'avance	125,00	130,30	4 %	1 074,10	1 064,30	1 %	29,00	15,20	91 %	1 228,10	1 209,80	2 %
Intérêts courus	6,00	13,20	55 %	13,10	17,90	27 %	1,70	3,80	55 %	20,80	34,90	40 %
Sommes à recevoir à long terme	—	—	—	1,00	1,10	9 %	—	—	—	1,00	1,10	9 %
Avoirs spéciaux ajoutés à la valeur comptable du capital	1,60	1,60	—	35,50	38,10	7 %	—	—	—	37,10	39,70	7 %
Prêts aux gouvernements	—	—	—	1,40	1,80	22 %	3,80	5,60	32 %	5,20	7,40	30 %
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 588,50</b>	<b>1 672,90</b>	<b>5 %</b>	<b>1 689,00</b>	<b>1 557,10</b>	<b>8 %</b>	<b>198,50</b>	<b>210,40</b>	<b>6 %</b>	<b>3 476,00</b>	<b>3 440,40</b>	<b>1 %</b>
<b>Passif</b>												
Avances aux gouvernements et agents d'exécution	10,30	9,40	10 %	28,20	34,10	17 %	3,60	3,80	5 %	42,10	47,30	11 %
Engagements non réglés	52,20	68,40	24 %	183,20	174,50	5 %	9,00	7,90	14 %	244,40	250,80	3 %
CSG	—	—	—	20,30	1,20	—	—	—	—	20,30	1,20	—
Sommes à payer	37,80	45,70	17 %	53,20	44,70	19 %	4,90	2,40	—	95,90	92,80	3 %
Sommes dues à d'autres ressources	1 069,10	1 048,70	2 %	—	—	—	1,00	15,50	94 %	1 070,10	1 064,20	1 %
Autres exigibilités	25,30	14,10	79 %	111,90	79,80	40 %	6,10	5,40	13 %	143,30	99,30	44 %
<b>Total du passif</b>	<b>1 194,70</b>	<b>1 186,30</b>	<b>1 %</b>	<b>396,80</b>	<b>334,30</b>	<b>19 %</b>	<b>24,60</b>	<b>35,00</b>	<b>30 %</b>	<b>1 616,10</b>	<b>1 555,60</b>	<b>13 %</b>

	Ressources ordinaires			Autres ressources			Fonds		Total	
	1998	1997	+/-	1998	1997	+/-	1998	1997	1998	1997
<u>Réserves et soldes</u>										
Réserve opérationnelle	180,00	200,00	10 %	—	—	—	50,00	48,50	230,00	248,50
Fonds de dotation	—	—	—	3,00	—	—	—	—	3,00	—
RFA — Montant autorisé	—	—	—	25,00	25,00	—	—	—	25,00	25,00
Ressources spéciales en capital	1,60	1,60	—	—	—	—	—	—	1,60	1,60
Ressources inutilisées	212,10	285,00	26 %	1 264,20	1 197,80	6 %	123,90	126,90	1 600,30	1 609,70
Total des ressources inutilisées et des ressources spéciales en capital	213,70	286,60	25 %	1 264,20	1 197,80	6 %	123,90	126,90	1 601,90	1 611,30
Total des réserves et des soldes	393,70	486,60	19 %	1 292,20	1 222,80	6 %	173,90	175,40	1 859,90	1 884,80